

11 décembre 2020 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DES CINQ ANS DE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Mesdames et messieurs les ministres,
Madame la maire, chère Anne,
Monsieur le maire,
Monsieur le président du C40,
Chers amis.

Il y a 5 ans, c'est ici à Paris qu'étaient accueillis des représentants du monde entier pour négocier un accord international sur le climat qui marquerait l'histoire, et je veux ici rendre hommage à mon prédécesseur, François HOLLANDE, aux ministres particulièrement engagés à ses côtés, Laurent FABIUS, Ségolène ROYAL, à toute l'équipe de négociateurs et de négociatrices qui se sont mobilisés pendant des années, des mois, pour parvenir à ce succès international.

Nous pouvons être fiers de cet accord. En effet, 5 ans plus tard, il démontre aujourd'hui plus que sa pertinence, le fait qu'il a constitué une avancée forte du multilatéralisme, de la science, de la solidarité face aux défis climatiques. Nous nous sommes convenus que nous devrions revoir régulièrement les engagements pris pour avancer vers notre but commun, qui est celui de limiter le réchauffement climatique planétaire bien en dessous de 2°C par rapport à l'ère préindustrielle. Nous nous sommes donné une obligation de résultat et une méthode. L'accord sur le climat, à cet égard, a fixé une ambition, un cap. Et il faut regarder les choses en face en ce qui est des émissions de CO2 nous ne sommes pas aujourd'hui au rendez-vous et j'y reviendrai. La France, l'Europe, doivent continuer de se mobiliser.

Cet accord ensuite doit poser un cap de justice. Être au rendez-vous de la justice, des inégalités entre Etats, prendre en compte les capacités de chacun. La France joue son rôle en la matière en mobilisant les financements publics en faveur de la transition dans les pays en développement. Nous avons accueilli l'année dernière la conférence de reconstitution du Fonds vert qui a permis de doubler cette capitalisation. Les financements privés sont également indispensables pour transformer nos économies en profondeur et je réunirai demain les plus grands acteurs du secteur en la matière.

La France, je le disais, en matière de financement, accomplit sa part. 100 % des projets financés par l'Agence française de développement sont alignés avec l'accord de Paris. Nous nous étions engagés à titre national à mobiliser au moins 5 milliards d'euros de financements climat d'ici 2020. Nous avons dépassé cet objectif dès 2019 avec près de 6 milliards d'euros, dont 1,5 milliard d'euros pour l'adaptation. Grâce à ces efforts, nous avons convaincu nos partenaires que la coopération multilatérale était la meilleure voie.

Les années 2020 et 2021 marquent un nouveau tournant. Tous les pays doivent réhausser leurs engagements climatiques d'ici à la COP 26. Je crois très profondément que l'Europe doit être l'avant-garde de la transition écologique efficace et équitable. Si je ne peux pas être avec vous ce soir, c'est parce que nous travaillons au rehaussement de notre contribution européenne. Notre nouvel objectif de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre sera ambitieux et participera à construire une trajectoire cohérente vers la neutralité carbone en 2050. Nous devons non seulement passer un objectif de 55 % de réduction de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990, mais aussi doter des instruments des instruments pour l'atteindre, au niveau communautaire jusqu'à l'échelon municipal.

La France continue de décliner un agenda volontariste. Nous sommes en train de fermer, comme je l'ai décidé, l'ensemble de nos centrales thermiques charbon. Et c'était une nécessité. Nous continuons la transition en investissant des sommes jamais atteintes en matière de rénovation thermique comme de conversion de notre parc, justement, automobile, et nous allons continuer grâce à la contribution de la Convention citoyenne pour le climat. Nous allons continuer d'améliorer justement notre ambition et surtout nos solutions concrètes pour que dans les prochains mois, des décisions réglementaires, des textes de loi nouveaux soient pris qui nous permettent de retrouver l'ambition qui est la nôtre de rehausser les objectifs 2030 et nous remettre sur la bonne trajectoire. Nous sommes à l'époque du concret, de la réalisation et nous devons donc continuer de le

bonne trajectoire. Nous sommes à l'époque du concret, de la réalisation et nous devons donc continuer de le faire, car les objectifs que nous nous sommes fixés en 2015 restent plus que jamais valables. Chaque année, le GIEC sonne l'alarme et nous devons continuer d'avancer.

Je le disais : la France sera au rendez-vous de ses objectifs. L'Europe doit l'être et nous allons nous battre. Et la communauté internationale doit continuer à l'être. C'est cet esprit qui, d'ailleurs, nous a animés tous ensemble. Dès que les États-Unis d'Amérique ont décidé de manière unilatérale en juin 2017, de quitter l'accord de Paris, nous sommes mobilisés et je veux saluer ici le C40, sa mobilisation, l'ensemble du monde des entreprises et toute la communauté internationale. Nous avons su dès le 12 décembre 2017 à Paris à travers le One Planet Summit, remobiliser à travers des coalitions, des actions concrètes et nous avons su, nous, Européens, être au rendez-vous de ces objectifs. Et nous avons su, avec les Chinois, continuer de garder cet agenda très ambitieux. J'espère très profondément que, non seulement nous, Européens, continuerons de savoir réhausser nos objectifs dans les heures qui viennent, que les Chinois sauront dans les jours qui viennent aussi, marquer un accroissement de leurs objectifs se montrant au rendez-vous. Et je me félicite que l'administration américaine nouvelle ait décidé au premier jour de son investiture et de sa prise de fonction de rejoindre les accords de Paris.

Et dans ce combat, nous avons appris ces dernières années que les coalitions étaient indispensables. Coalitions entre États sur des thématiques particulières, coalitions entre acteurs publics et privés, coalitions aussi avec les collectivités territoriales. Et dans ce combat, les villes ont compris combien leur implication était indispensable, combien elles se battaient aussi pour notre planète et pour leurs citoyens. Et vous les représentants des territoires, vous avez vu que nos activités économiques, notre santé et le bien-être de la collectivité dépendent profondément de l'intégrité de notre environnement. A cet égard, votre présence en nombre aujourd'hui témoigne de votre engagement souvent précurseur, dans la recherche de solutions concrètes au service de nos concitoyens. Les villes, les régions sont une échelle d'action indispensable en ce qu'elles concentrent à la fois les défis et les solutions, au plus proche de la réalité et des besoins du terrain. Les villes rassemblent plus de la moitié de la population mondiale et consomment 70 % de l'énergie et même 70 % des gaz à effet de serre. Bien anticiper à travers une planification de l'espace urbain, prenant en compte les enjeux environnementaux, sociaux et économiques à long terme, cette concentration peut générer les innovations et les économies d'échelle dont nous avons besoin. Et ce potentiel est bien compris, plus de 10 000 villes représentant près d'un milliard d'habitants ont déjà adopté des engagements pour le climat. Et dans le cadre du réseau C40, Climate Leadership Group, auquel notre capitale prend part, 167 villes se sont engagées à limiter le réchauffement climatique à 1,5 ° C. C'est l'ambition dont nous avons besoin. Et je tiens à saluer votre engagement. Je crois beaucoup en cette mobilisation de tous les acteurs. C'est, je le disais, la raison même de ces sommets One Planet que nous avons organisés depuis 2017, qui rassemble chaque année tous les acteurs ambitieux qui sont prêts à avancer, à prendre ces engagements concrets.

Le 11 janvier prochain, j'aurai l'occasion de présider la première édition du Sommet One Planet consacrée à la préservation de la biodiversité. Parce que nous savons maintenant combien ces deux combats sont liés. Celui contre les dérèglements et le réchauffement climatique et celui pour la biodiversité. C'est en protégeant les forêts primaires, qui sont très diverses, que nous protégeons les poumons de notre planète. C'est aussi en limitant le réchauffement climatique que nous empêchons les coraux de s'éteindre. En transformant des écosystèmes, très profondément, c'est par l'utilisation des solutions fondées sur la nature que nous pouvons renforcer la résilience des territoires, à l'image de la végétalisation des espaces urbains qui permet de lutter contre les îlots de chaleur urbains.

Voilà les quelques mots que je voulais partager aujourd'hui avec vous en regrettant de ne pas être physiquement à vos côtés à la mairie, mais en vous disant que c'est aussi pour continuer, là où je dois le faire, les combats qui sont les nôtres aujourd'hui à Bruxelles. Et demain dans le cadre d'une visioconférence que nous tiendrons avec le secrétaire général des Nations unies et avec le Premier ministre Boris JOHNSON, où nous allons, cinq ans jour pour jour, après l'accord de Paris, mobiliser la communauté internationale pour vous préparer Glasgow et continuer ce combat. Merci pour votre mobilisation. Merci pour votre engagement. Et avec force et enthousiasme, nous continuerons ensemble